



**Protocole facultatif
se rapportant à la Convention
contre la torture et autres
peines ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr. générale
21 septembre 2010
Français
Original: anglais/français/espagnol

Réunion des États parties

Troisième réunion

Genève, 28 octobre 2010

**Élection, conformément aux articles 7 et 9 du Protocole
facultatif se rapportant à la Convention contre la torture
et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou
dégradants, des cinq futurs membres du Sous-Comité pour
la prévention de la torture qui remplaceront les membres
dont le mandat expire le 31 décembre 2010, et, conformément
à l'article 5, de 15 autres membres du Sous-Comité**

Note du Secrétaire général

Additif

1. En application des articles 7 et 9 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Secrétaire général convoquera à l'Office des Nations Unies à Genève, le jeudi 28 octobre 2010, la troisième réunion des États parties au Protocole facultatif, au cours de laquelle seront élus les cinq futurs membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture qui remplaceront ceux dont le mandat expirera le 31 décembre 2010, et 15 nouveaux membres du Sous-Comité, en application de l'article 5.
2. En application du paragraphe 3 de l'article 6 du Protocole facultatif, le Secrétaire général a invité, dans une note verbale datée du 12 mai 2010, les États parties au Protocole facultatif à présenter avant le 11 août 2011 des candidats pour l'élection des membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture. Par une note verbale du 12 août 2010, le nombre de candidatures étant insuffisant pour porter à 25 le nombre de membres du Sous-Comité la date limite de présentation des candidatures a été reportée au 11 septembre 2010. Les 17 curriculum vitae de candidats reçus au 11 août 2010 figurent dans le document publié sous la cote CAT/OP/SP/8.
3. On trouvera en annexe au présent document les curriculum vitae des candidats proposés au 11 septembre 2010 par les pays suivants: Arménie, Azerbaïdjan, Bolivie (État plurinational de), Équateur, ex-République yougoslave de Macédoine, Guatemala, Kazakhstan, Slovaquie, Suisse et Togo.

Annexe

Curriculum vitae des candidats

Marziya Baltabay (Kazakhstan)

Date et lieu de naissance: 9 octobre 1959, Kazakhstan

Langues de travail: Anglais, russe

Situation/fonction actuelle

Depuis octobre 1996: Juge à la Cour suprême de la République du Kazakhstan

Principales activités professionnelles

Décembre 1990-octobre 1996: Juge au Tribunal régional de Torgay (République du Kazakhstan)

Études

1984: Université nationale de Karaganda – spécialisation en jurisprudence, Karaganda (Kazakhstan)

3 au 21 décembre 2001: Académie russe de justice, Moscou (Fédération de Russie) – spécialisation en jurisprudence

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule la candidate

24 janvier 2009: Réunion entre les juges du Kazakhstan et les représentants du Ministère belge de la justice sur des questions de justice pour mineurs et d'adoption internationale à Astana (Kazakhstan)

26 et 27 mai 2009: Séminaire sur les normes de mise en œuvre des accords internationaux dans la pratique judiciaire, Astana (Kazakhstan)

7 octobre 2009: Table ronde sur le droit fiscal du Kazakhstan, sous l'égide du Centre international des impôts et de l'investissement, Almaty (Kazakhstan)

12-18 juillet 2008: Échange de données d'expérience concernant la mise en œuvre du Plan national d'activités en matière de droits de l'homme, Vilnius (Lituanie)

29 septembre-1^{er} octobre 2008: Conférence annuelle sur les engagements de la dimension humaine de l'OSCE, Varsovie (Pologne)

26 juin-2 juillet 2005: Séminaire international sur les questions d'actualité de la justice contemporaine, Munich (Allemagne)

22 septembre 2005: Table ronde internationale sur l'accès gratuit à la justice, Astana (Kazakhstan)

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans ce domaine

Droit civil/Institut d'enquête et d'analyse juridiques/Almaty, 2007 – 344 pages

Le principe du contradictoire dans les procédures pénales et civiles/éd. Mami K./Astana 2007 – 199 pages

Recueil d'études théoriques et pratiques sur certains points de droit, questions relatives aux médias et à leur responsabilité/éd. Narikbayev M./Astana, 2000 – 104 pages

Arman Danielyan (Arménie)

Date et lieu de naissance: 21 mars 1973, Erevan (Arménie)

Langues de travail: Arménien (langue maternelle), russe (excellent) et anglais (courant)

Situation/fonction actuelle

Président de l'Institut de la société civile (ONG)

Président du Groupe de surveillance publique des établissements pénitentiaires, placé sous l'autorité du Ministère de la justice

Membre du Conseil national de prévention de la torture, relevant du médiateur

Principales activités professionnelles

Je participe depuis 2001 au processus de création d'un mécanisme de surveillance publique indépendant des établissements pénitentiaires d'Arménie. Je suis membre du Groupe de surveillance publique des établissements pénitentiaires, placé sous l'autorité du Ministère de la justice depuis sa création en 2004. J'ai été élu Président du Groupe en 2008. En tant qu'expert régional dans le domaine de la surveillance des établissements fermés, j'apporte mon expertise en Arménie et dans d'autres pays de la CEI. En 2005-2006, j'ai dirigé la campagne pour la ratification par l'Arménie du Protocole facultatif se rapportant à la Convention de l'ONU contre la torture. J'ai participé activement au processus de création d'un mécanisme national de prévention en application du Protocole facultatif et suis actuellement membre du Conseil national de prévention de la torture, rattaché au médiateur.

Études

2002-2003: Cours de perfectionnement sur les droits de l'homme, Fondation Helsinki pour les droits de l'homme (Pologne)

2000: Formation aux techniques en matière de droits de l'homme, École des droits de l'homme (Varsovie)

1990-1995: Département de cybernétique de l'Université d'État d'ingénierie d'Erevan

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Depuis 2001, je supervise les établissements pénitentiaires fermés, dans le cadre des activités de l'Institut de la société civile. Le contrôle le plus récent a été mené en 2009; il portait sur les cellules disciplinaires et le bataillon disciplinaire du Ministère arménien de la défense. Je suis depuis février 2010 Directeur du programme «Protection des mineurs en conflit ou en délicatesse avec la loi». J'ai coordonné plusieurs projets mis en œuvre par la CEI.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Les cellules disciplinaires et le bataillon disciplinaire du Ministère arménien de la défense, 89 pages, Institut de la société civile, Erevan, 2010

Le système pénitentiaire du Ministère de la justice de la République d'Arménie en 2008, 120 pages, Erevan, 2009

Les droits des personnes détenues en Arménie, Institut de la société civile, 495 pages, Erevan, 2004

Principaux problèmes de la détention provisoire en Arménie, Institut de la société civile, 152 pages, Erevan, 2004

Supervision des lieux de détention provisoire en Arménie, Institut de la société civile, 76 pages, Erevan, 2004

Faig Gurbanov (Azerbaïdjan)

Date et lieu de naissance: 20 janvier 1967, Bakou (Azerbaïdjan)

Langues de travail: Azéri, russe, anglais

Situation/fonction actuelle

Directeur du Département des droits de l'homme et des relations publiques du Ministère de la justice de la République d'Azerbaïdjan (depuis 2000)

Principales activités professionnelles

Supervision des conditions de détention et du respect des droits de l'homme dans les prisons; visites et contrôles permanents des établissements pénitentiaires; coordonnateur du Comité public de supervision du système pénitentiaire, composé de membres d'ONG et ayant librement accès à tous les établissements pénitentiaires, qui est la seule instance de contrôle des prisons publiques. Examen des plaintes et des communications relatives aux violations des droits de l'homme; coordonnateur du Comité européen pour la prévention de la torture; coopération avec les ONG locales et internationales dans le domaine des droits de l'homme; examen détaillé de rapports des institutions internationales des droits de l'homme; liaison entre les organes judiciaires et le représentant du Gouvernement azerbaïdjanais auprès de la Cour européenne des droits de l'homme; observation de l'application des lois d'amnistie et de grâce, élaboration de rapports destinés aux organes conventionnels de l'ONU; mise en œuvre de projets internationaux en matière de droits de l'homme avec les institutions internationales; sensibilisation aux droits de l'homme; conférences sur les droits de l'homme à l'Académie de justice.

Études

Faculté de droit de l'Université d'État de Moscou. A participé aux nombreuses activités de formation aux droits de l'homme organisées par l'ONU, le Conseil de l'Europe et l'OSCE

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Membre de groupes de travail chargés de soumettre des rapports gouvernementaux sur la Convention relative aux droits de l'enfant et sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, nommé par décret présidentiel; responsable de rapports gouvernementaux sur la Convention européenne pour la prévention de la torture (CPT), la Convention contre la torture, et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques; membre du Groupe de travail sur les droits de l'homme et les questions relatives à la démocratisation de la Commission d'État pour l'intégration en Europe; représentant du Ministère de la justice auprès d'un sous-comité du Comité de coopération entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan dans les domaines de la justice, de la liberté, de la sécurité, des droits de l'homme et de la démocratie; membre du Conseil de la Confédération azerbaïdjanaise des avocats et du Comité déontologique de l'Association internationale des avocats; visites de prisons d'autres pays afin de faire un échange de pratiques optimales lors de visites ministérielles bilatérales; son expérience lui a valu de faire partie des trois candidats proposés par le Président du Parlement au poste de médiateur.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

«Rôle du Plan d'action national de protection des droits de l'homme dans la République d'Azerbaïdjan»

Article paru dans le numéro 1 de: «Ganunchulug», Bulletin du Ministère de la justice, en janvier 2008 («Garantie fiable des droits de l'homme»)

Article paru dans le journal «Respublika», le 22 novembre 2008: «L'Azerbaïdjan va poursuivre sa coopération avec le Conseil des droits de l'homme de l'ONU»

Article paru dans le numéro 6 de la revue «21 Asr» en juin 2009: «La coopération avec les ONG locales et internationales dans le domaine pénitentiaire va se poursuivre»

Article paru dans le numéro 9 du Bulletin «Ganunchulug» en septembre 2009

Il est l'auteur de plus de 30 publications dans le domaine des droits de l'homme en azéri et en russe.

Maria Gabriela Justiniano de Reyes (État plurinational de Bolivie)

Date et lieu de naissance: 16 novembre 1947, Santa Ana de Yacuma, département de Beni (Bolivie)

Langues de travail: Espagnol, notions d'anglais et d'aymara

Situation/fonction actuelle

Professeur émérite titulaire de la faculté de médecine de l'Université Mayor de San Andrés (chaire de chirurgie au Département de chirurgie) depuis 1985. Déléguée adjointe aux programmes et procédures spéciales au Bureau du Défenseur du peuple de Bolivie, de février 2004 à juin 2010, en ce qui concerne la protection et le rétablissement des droits des populations les plus vulnérables et les conflits sociaux.

Principales activités professionnelles

Professeur titulaire de la chaire de chirurgie de l'Université Mayor de San Andrés. Direction de projets de recherche et de vulgarisation visant à la prévention du goître et du cancer de la thyroïde. Chargée de promouvoir la prévention de la torture à l'Assemblée permanente des droits de l'homme de Bolivie. Élaboration de documents concernant l'application par le système pénitentiaire des directives de prévention de la torture. Au bureau du Défenseur du peuple, lancement du Mécanisme national de prévention de la torture.

Études

Chirurgienne depuis 1974, spécialiste en chirurgie générale depuis 1991, spécialiste de psychopédagogie dans l'enseignement supérieur depuis 1998, *Master* en santé publique et médecine sociale, avec une spécialisation en psychopédagogie, planification, évaluation et gestion en enseignement supérieur de la santé depuis 2000.

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule la candidate

Interventions sur la prévention de la torture, lors de diverses manifestations nationales et internationales. Séminaire régional des droits de l'homme sur le thème «femmes, démocratie et développement» à Mexico en 1999. Séminaire sur les droits de l'homme et la torture, intervention sur le thème «Les professionnels et la prévention de la torture», à Guatemala en 2000.

Participation à l'élaboration du règlement interne des prisons en ce qui concerne le respect des droits de l'homme, dans le cadre de ses fonctions au Bureau du Défenseur du peuple, de 2008 à 2010.

Visites dans les prisons et centres de détention, soins et constats de cas de torture, dans le cadre de la Commission de la santé de l'Assemblée permanente des droits de l'homme de Bolivie, de 1976 à 2004.

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans ce domaine

Proposition pour la prévention de la torture, notamment par les visites dans les prisons: «Inciendiando en la educación desde el Estado y la Sociedad Civil», Mexique, 1999

Actualisation de documents internes pour la prévention de la torture, Bureau du Défenseur du peuple, La Paz (Bolivie), 2005

Marco Kirschbaum (Suisse)

Date et lieu de naissance: 5 septembre 1958, Zurich (Suisse)

Langues de travail: Allemand, français, anglais, chinois

Situation/fonction actuelle

Depuis 2008, il est Directeur exécutif de la NGO Management Association, une organisation à but non lucratif sise en Suisse et consultant pour l'évaluation des programmes d'organisations internationales en matière de détention et pour l'amélioration de la gestion des organisations à but non lucratif.

Principales activités professionnelles

De 1991 à 2008, il a été l'un des **principaux spécialistes** du CICR en matière de programmes relatifs à la détention et a travaillé, au siège et sur le terrain, pour les prisonniers de guerre, et les détenus au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique. Il a effectué des visites auprès des détenus et de prisonniers de guerre afin d'évaluer le traitement auquel ils étaient soumis et leurs conditions de détention, a élaboré et présenté des rapports institutionnels contenant des conclusions et recommandations et a négocié avec les autorités locales, régionales et nationales de plusieurs pays (Sri Lanka, Philippines, Djibouti, Israël, Yémen, Koweït, Irak, Iran, Inde, Pakistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizistan, Jordanie, Zimbabwe) des plans d'action pour l'amélioration du traitement des prisonniers. De 1991 à 1997, il a été délégué, coordonnateur des activités concernant le traitement en détention, chef de bureau et représentant de pays au cours de missions sur le terrain. Au siège du CICR, il a travaillé comme chef de la protection pour le Moyen-Orient de 1998 à 2003, chef de projet pour un nouveau cadre des programmes de protection axé sur les résultats, comme chef de la protection pour l'Asie entre 2003 et 2007 et comme conseiller en matière de terrorisme de 2007 à 2008.

Études

A étudié les sciences politiques et la sociologie chinoises. Titulaire d'une maîtrise de sinologie de l'Université libre de Berlin (1991). A étudié dans les Universités de Zurich, Shanghai et Beijing. Titulaire d'un certificat en évaluation de l'Institut suisse de hautes études en administration publique (2001).

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Le traitement des détenus, notamment en ce qui concerne les mauvais traitements et la torture, a constitué une partie essentielle de ses activités au CICR et de ses contacts avec les autorités des pays concernés.

En tant que consultant indépendant, il a mené des évaluations des programmes de détention en ce qui concerne le traitement et les conditions de détention des prisonniers.

De 1985 à 1991, il a travaillé pour Amnesty International et a participé à des activités de sensibilisation en faveur de la ratification de la Convention contre la torture (à titre bénévole).

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Il est l'auteur de plusieurs rapports de pays institutionnels et confidentiels relatifs à la détention, adressés aux autorités de plusieurs des pays mentionnés ci-dessus. Il a participé à l'élaboration, la révision et la finalisation de ces rapports de pays dans le cadre de ses fonctions au sein de délégations du CICR au Moyen-Orient et en Asie. Il a participé à la rédaction des rapports publics du CICR (rapports annuels, rapports de pays).

Goran Klemenčič (Slovénie)

Date et lieu de naissance: 28 mai 1972, Kranj (Slovénie)

Langues de travail: Anglais, allemand, serbo-croate, notions de russe et de français

Situation/fonction actuelle

2008-2010 (juin): Secrétaire d'État au Ministère slovène de l'intérieur

Depuis 2003 (à temps partiel): Maître de conférences en matière de droits de l'homme et pouvoirs de la police, droit pénal et procédure pénale, faculté de justice pénale et d'études sur la sécurité, Ljubljana (Slovénie)

Depuis 2004 (à temps partiel): Conseiller à long terme au Conseil de l'Europe, à l'OCDE et à l'Institute for Peace des États-Unis sur des projets relatifs à la réforme de la justice pénale, à la police et aux droits de l'homme, aux institutions spécialisées dans la lutte contre la corruption et à l'état de droit dans des situations postconflituelles

Principales activités professionnelles

Juriste/maître de conférences/chercheur/spécialiste du droit international/consultant international

Domaines de spécialisation et de recherche: contrôle démocratique des services de sécurité et de renseignements; droit pénal et procédure pénale comparés; application de la loi, pouvoirs des services de sécurité et droits de l'homme; réforme de la justice pénale dans les nouvelles démocraties et dans les situations postconflituelles; criminalité organisée, criminalité économique et corruption

Expérience de terrain dans les régions suivantes: Fédération de Russie, Europe de l'Est et du Sud-Est, Asie centrale, Chine, Amérique latine

Fonctions précédentes: Ministère de l'intérieur (Slovénie); faculté de justice criminelle et d'études de sécurité (Slovénie); OCDE, Paris (France); Conseil de l'Europe, Direction générale des droits de l'homme et des affaires juridiques, Strasbourg (France); Bureau de la prévention de la corruption (Slovénie); Bureau de gestion et de la supervision de la police (Slovénie)

Études

Doctorat (PhD) en droit international des droits de l'homme (en cours), Centre irlandais des droits de l'homme, Université nationale d'Irlande – Galway (Irlande)

LL. M (maîtrise de droit), 1997, faculté de droit d'Harvard, Université d'Harvard (États-Unis)

LL. B (licence de droit), 1996, faculté de droit de Ljubljana, Université de Ljubljana (Slovénie)

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Membre du Conseil consultatif d'Amnesty International en Slovénie

Membre du Conseil d'experts sur la loi sur la police et les pouvoirs de la police (Direction générale de la police, Slovénie) et membre du Conseil d'experts du droit pénal (Ministère de la justice, Slovénie)

Grande expérience du travail théorique et pratique en matière d'application de la loi et de droits de l'homme ainsi qu'au sein de différents mécanismes d'examen par les pairs

d'organes de surveillance internationaux (dans le domaine de la justice pénale et de la lutte contre la corruption) ainsi que dans les missions d'établissement des faits sur le terrain

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Model Criminal Procedure Code for Postconflict Criminal Justice, édition de l'Institute for Peace des États-Unis (USIP), Washington, 2008 (coéditeur)

Rebuilding legitimacy and professionalism of the police in an emerging democracy (chapitre d'un livre sur la légitimité de la police), Russel Sage, New York, 2008

Confronting a phenomenon of impunity and denial: contemporary trends in dealing with allegations of ill-treatment by law enforcement officials (in Policing in Central and Eastern Europe – Dilemmas of contemporary criminal justice), faculté de justice criminelle, Ljubljana, 2006

Policijsko pravo in pooblastila [droit de la police], éd. GV, Ljubljana, 2006

Vaše pravice v policijskih postopkih [Police et droits de l'homme], éd. Pasadena, Ljubljana, 2002 (coauteur)

Gnambi Garba Kodjo (Togo)

Date et lieu de naissance: 19 novembre 1964 à Kabou (P/Bassar), Togo

Langue de travail: Français

Situation/fonction actuelle

Magistrat. Directeur de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion. Chargé de cours de sciences pénitentiaires à l'École nationale d'administration (ENA), troisième cycle, option magistrature. Membre de la Commission interministérielle de rédaction des rapports initiaux et périodiques. Membre du Comité de pilotage des phases préparatoires de mise en place du Centre de formation des professions de la justice. Représentant du Garde des Sceaux auprès du PNMJ (Programme national de modernisation de la justice).

Principales activités professionnelles

Gestion logistique des établissements pénitentiaires du Togo: nourriture, logement, santé, hygiène. La gestion des différents établissements comprend les tâches suivantes: analyser les conditions de détention; proposer des solutions aux problèmes liés à la détention; examiner les dossiers de cas de détention trop longue et saisir le magistrat en charge du dossier; former les directeurs de prison (régisseurs). Les tâches de direction incluent l'élaboration du budget et son exécution, la gestion du personnel rattaché à la direction et la correspondance avec les autres structures étatiques.

Études

1992-1994: Diplôme de magistrature, major de promotion, ENA

1987-1991: Maîtrise ès sciences juridiques, option carrière judiciaire, Université du Bénin, mention Assez bien

1983-1987: Baccalauréat série A5, lycée moderne de Sokodé, mention Assez bien

1978-1983: Brevet d'études du premier cycle (BEPC), CEG de Sara-Kaboura, série B

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Membre du comité chargé du suivi de la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et de la mise en place du mécanisme national de prévention (MNP). Commissaire du Gouvernement pour l'étude sur le fond du projet de loi autorisant la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Président du groupe d'étude chargé de se pencher sur le thème: «Quel mécanisme national de prévention pour le Togo: diagnostic des institutions existantes».

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Rapport établissant un diagnostic des institutions des droits de l'homme au Togo dans le cadre de la mise en place du mécanisme national de prévention (non publié mais disponible auprès de l'Association pour la prévention de la torture (APT))

Autres fonctions occupées

Juge d'instruction auprès du tribunal de première instance de troisième classe (1995-1998). Président du tribunal de première instance de troisième classe (1998-2000)

Procureur de la République près le tribunal de première instance de deuxième classe (2000-2003)

Procureur de la République près le tribunal de première instance de première classe (2003-2005)

Conseiller du Garde des Sceaux, Ministre de la justice (2005-2006)

Représentant spécial du Garde des Sceaux, Ministre de la justice chargé des relations avec les institutions de la République (2006 à ce jour)

Judith Salgado-Alvarez (Équateur)

Date et lieu de naissance: 31 août 1966 à Quito (Équateur)

Langues de travail: Espagnol, anglais et italien

Situation/fonction actuelle

Professeur à l'Université andine Simón Bolívar et à l'Université catholique pontificale d'Équateur. Chercheur dans différents domaines des droits de l'homme; actuellement consultante pour l'UNESCO.

Principales activités professionnelles

Sujets enseignés: Égalité entre les sexes et droits de l'homme (2004-2010); Diversité, équité et droits de l'homme (2007-2010); L'internationalisation de la protection des droits de l'homme (2003); Théorie et pratique des droits de l'homme, des droits économiques, sociaux et culturels et l'égalité entre les sexes et le droit (2008-2010). Professeur dans le cadre d'un programme d'enseignement universitaire supérieur à la faculté de sciences sociales pour l'Amérique latine (FLACSO) sur l'égalité entre les sexes, la justice et les droits des hommes et des femmes; Les droits de l'homme et les systèmes de protection internationale (2010); professeur du module «Populations autochtones et droits fondamentaux des femmes» dans le programme d'enseignement supérieur sur les droits des populations autochtones à l'Université DEUSTO en Espagne (2009). Coordinatrice académique du Programme andin des droits de l'homme (2006-2009), Coordinatrice académique de la maîtrise Droits de l'homme et démocratie en Amérique latine à l'Université andine Simón Bolívar en Équateur (2006-2009).

Diplômes

Maîtrise en études de l'Amérique latine avec une spécialisation en droits de l'homme, siège de l'Université andine Simón Bolívar en Équateur (2005)

Diplôme supérieur en sciences sociales, avec une spécialisation en droits de l'homme et sécurité démocratique, siège en Équateur de la FLACSO (2000)

Juriste et docteur en jurisprudence, Université catholique pontificale d'Équateur, PUCE (1991)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule la candidate

Présidente exécutive de l'Institut régional des services consultatifs relatifs aux droits de l'homme INREDH (1998-2000); Coordinatrice de la Conférence régionale sur la situation des prisonniers dans la région andine (2000); Conseillère juridique et formatrice dans le cadre du projet «Exercice des garanties constitutionnelles pour le renforcement de la démocratie» (1999); Coordinatrice de l'initiative de l'Équateur pour une Cour pénale internationale (1998-1999); Coordinatrice de l'étude «Entre ombre et silence: violence pénitentiaire dans le centre de détention provisoire de Quito», INREDH, Quito (Équateur) (1997); éditrice des Actes de la Conférence régionale sur la situation des prisonniers dans la région andine, INREDH, Quito (2000); Conceptrice des modules d'éducation populaire: Ce sont les nôtres. Droits de l'homme et garanties constitutionnelles, INREDH, Quito (Équateur) (2000)

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans ce domaine

Droits des individus et de groupes cibles dans la Constitution politique de l'Équateur, Quito, 2009

Limites et possibilités de l'émancipation dans la jurisprudence constitutionnelle, Quito, UASB-ABYA YALA, 2009

Droits de l'homme et démocratie, Quito, UASB/UNIFEM/FNUD, 2008

Coauteur de Droit à réparation dans les procédures pénales, INREDH-CEPAM, Quito (Équateur), 2000

Coordonnatrice de recherche pour «Le déclin de la dignité: la torture en Équateur», INREDH, Quito, 1997.

Aneta Stancevska (ex-République yougoslave de Macédoine)

Date et lieu de naissance: 25 juin 1976, Skopje (République de Macédoine)

Langue de travail: Anglais

Situation/fonction actuelle

Vice-Ministre, Département du contrôle interne et des normes professionnelles du Ministère de l'intérieur.

Principales activités professionnelles

2000-2002: Officier de police judiciaire

2002-2004: Inspectrice des activités opérationnelles d'enquête

2004-2005: Inspectrice principale pour les opérations de criminalistique, Unité de la criminalité

2005-2007: Inspectrice principale pour l'identification, Unité de l'identification

2007-2008: Chef de l'Unité du contrôle interne et des normes professionnelles, Département du contrôle interne et des normes professionnelles

Depuis 2008: Vice-Ministre du contrôle interne et des normes professionnelles

Diplômes

1999: Licence, faculté de philosophie, Université des Saints-Cyrille et Méthode (Skopje)

2006: Maîtrise, faculté de philosophie, Université des Saints-Cyrille et Méthode (Skopje)

2009: Doctorat, faculté de philosophie, Université des Saints-Cyrille et Méthode (Skopje), thèse dans le domaine de la sociopathologie

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule la candidate

Expérience professionnelle avérée dans le domaine de la police et de l'administration pénitentiaire

Expérience professionnelle dans le domaine de l'administration de la justice

Formation complète à l'École de police

Formation achevée dans le domaine de la protection des droits de l'homme «Police et citoyens» organisée par l'OSCE

Formation achevée dans le domaine des droits de l'homme «Droits et libertés de l'homme et du citoyen et protection de leur sûreté et de leur sécurité», organisée par l'OSCE

Formation achevée dans les domaines des systèmes de police, de la détention et du respect des droits de l'homme, organisée par l'OSCE

Formation en cours dans le domaine de l'administration publique

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans ce domaine

Publication à paraître

Lesbia Tevalán Castellanos (Guatemala)

Date et lieu de naissance: 11 juillet 1948, Guatemala

Langues de travail: Espagnol et anglais

Situation/fonction actuelle

Conseillère juridique et consultante sur la question du féminicide à l'Unité de lutte contre l'impunité au Bureau du Procureur des droits de l'homme

Principales activités professionnelles

Conseillère juridique pour plusieurs organisations de jeunes vivant dans la rue, de paysans, de femmes autochtones, de syndicalistes et d'entreprises commerciales, entre autres

Études

Licence en sciences juridiques et sociales, avocate et notaire. Université de San Carlos de Guatemala

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule la candidate

Services consultatifs et suivi de plusieurs organisations de la société civile, chargée de la défense de leurs droits de l'homme et de leurs droits constitutionnels dans les négociations avec les organismes publics

Listes des publications les plus récentes de la candidate dans ce domaine

Auteur et coauteur de plusieurs textes et travaux: Accord gouvernemental sur le Bureau du Défenseur des droits de la femme autochtone, avant-projets de loi comme le Code agraire ou le point 8 de l'Accord global sur les droits de l'homme (réparation pour les victimes du conflit armé interne)
